



| SEPT 2025

RAPPORT MEDIA MONITORING

RESUME EXECUTIF

Lignes de fracture et récits de résistance citoyenne

Le mois de septembre 2025 s'est imposé comme un moment de tension médiatique et politique majeure à Madagascar. Les coupures d'électricité et d'eau, les mobilisations spontanées de la jeunesse et la répression ciblée des voix dissidentes ont structuré un paysage médiatique profondément polarisé.

Les médias ne se sont pas limités à relater les faits : ils ont participé à leur construction. Entre justification sécuritaire et plaidoyer citoyen, chaque organe a défendu, implicitement ou non, une lecture du pays — celle d'un pouvoir garant de l'ordre, ou celle d'une population exaspérée par la déconnexion du discours officiel avec la réalité quotidienne.

Trois tendances fortes se dégagent :

- L'affirmation d'un journalisme de résistance, où les rédactions critiques assument un rôle d'interprétation citoyenne.
- La normalisation du cadrage sécuritaire dans les médias d'État, qui tend à redéfinir la contestation en menace.
- La crédibilisation d'un contre-pouvoir médiatique, qui modifie durablement la circulation et la réception de l'information.

RAPPEL CONTEXTUEL ET CHRONOLOGIQUE

Le mois de septembre 2025 a constitué un point d'inflexion majeur dans la séquence politique malgache.

Il a été marqué par une intensification des délestages à Antananarivo, avec des coupures pouvant atteindre quatre heures en journée, affectant gravement la vie quotidienne des habitants . Cette situation a exacerbé le mécontentement populaire, déjà nourri par des problèmes persistants d'insécurité, de pauvreté et d'éducation.

La Commission épiscopale Justice et Paix a publié un communiqué dénonçant les “mensonges et l'injustice” du gouvernement, appelant l'État à prendre des mesures face aux nombreux problèmes sociaux. Ce message a résonné dans un contexte où les autorités semblaient incapables de répondre efficacement aux attentes de la population.

Le 12 septembre, le député d'Arivonimamo, Antoine Rajerison, a été interpellé par des policiers en civil à Tanjombato, suscitant une vague d'indignation. Le lendemain, il a annoncé son intention d'organiser une manifestation à Imerintsiatosika pour dénoncer l'incapacité du chef de district à accomplir ses fonctions. Cette manifestation a été bloquée par les forces de l'ordre le 17 septembre.

Parallèlement, des figures de l'opposition telles que Marc Ravalomanana, Tahiana Razafinjoelina et Siteny Randrianasoloniaiko ont intensifié leurs discours critiquant la gestion gouvernementale et appelant à des réformes profondes.

Le gouvernement a annoncé la tenue des élections sénatoriales pour le 11 décembre 2025, avec une caution électorale portée de 15 à 60 millions d'ariary, une décision perçue comme dissuasive pour les petites formations politiques

Simultanément, des rumeurs ont circulé concernant une possible modification de la Constitution pour permettre au président Andry Rajoelina de briguer un troisième mandat, alimentant les tensions politiques.

Le 25 septembre, une manifestation organisée par le mouvement “Gen Z Madagascar”, composé principalement de jeunes, a éclaté à Antananarivo. Les manifestants ont dénoncé les coupures d'eau et d'électricité, la corruption et la pauvreté. La manifestation a dégénéré en affrontements violents avec les forces de l'ordre, faisant des morts et plusieurs blessés.

Face à l'ampleur des manifestations, le président Andry Rajoelina a dissous le gouvernement le 29 septembre, reconnaissant les échecs de son administration et s'excusant publiquement. Cependant, cette mesure n'a pas suffi à apaiser la colère populaire, et les manifestations ont continué.

CADRE DE TRAITEMENT MEDIATIQUE

Les médias malgaches ont couvert septembre 2025 selon trois axes principaux :

- Les tensions sociales et économiques : intensification des délestages, contestation des priorités gouvernementales, hausse du coût de la vie.
- La contestation politique et citoyenne : mobilisation de la jeunesse («Gen Z»), interpellations d'élus locaux (député Rajerison, conseillers municipaux) et sortie répétitive des leaders de l'opposition.
- Les réponses gouvernementales et institutionnelles : couvre-feux, dissolution du gouvernement, réformes électorales et tension sur la légitimité présidentielle.

L'information s'est écrite au croisement de la lutte pour la légitimité et de la quête de vérité publique. Les activités de veille ont décelé cette tension de manière exemplaire : à la fois chronique d'une colère sociale et miroir des fractures médiatiques.

Le paysage médiatique s'est divisé entre deux postures :

- le relais institutionnel d'un État se présentant comme gardien de l'ordre et de la stabilité ;
- le relais citoyen d'un pays qui réclame transparence, dignité et écoute.

Les journalistes ont ainsi travaillé dans un climat de tension et de défiance, oscillant entre devoir d'informer et risque d'intimidation.

Le mois de septembre marque une inflexion : les médias ne se contentent plus d'observer la société, ils participent désormais à son affrontement symbolique.

Le traitement médiatique a été fortement polarisé, selon les organes et formats:

Type de média	Positionnement dominant
Médias pro-gouvernementaux (<i>Viva, TVM, RNM, Free, Taratra</i>)	• Accent sur le maintien de l'ordre, justification des mesures de sécurité ; • Minimisation de l'ampleur des mouvements.
Médias indépendants et critiques (<i>Kolo TV, IBC, MBS, RDB, Midi Madagasikara</i>)	• Soulignent l'arbitraire des interpellations, la légitimité des mobilisations de la jeunesse ; • Dénoncent les inégalités et l'incapacité du gouvernement à répondre aux besoins sociaux.

NARRATIFS DOMINANTS

1- Légitimité de la contestation citoyenne

La mobilisation de la jeunesse et des habitants des quartiers affectés par les délestages a été couverte comme une réponse aux manquements sociaux du gouvernement.

Les médias critiques ont repris les déclarations d'Antoine Rajerison et de figures de l'opposition pour valider la revendication populaire, en insistant sur l'aspect pacifique des intentions initiales.

2- Répression et abus de pouvoir

Les interpellations ciblées (Rajerison, Baba et Clémence) ont été présentées comme des tentatives d'intimidation politique.

Les médias indépendants ont décrit la fouille de véhicules et l'usage de policiers en civil comme des pratiques non transparentes et des violations des libertés civiles.

3- Critique des priorités gouvernementales

Les médias ont mis en avant les coupures tournantes prolongées, la modification des programmes de délestage pour les matchs des Barea et la reprise des anciennes déclarations du président sur l'arrêt des délestages.

Les éditoriaux ont questionné les priorités d'investissement, notamment la construction du téléphérique et les dépenses non perçues comme directement utiles pour la population.

4- Discours politique et opposition

Des figures de l'opposition comme Marc Ravalomanana, Tahiiana Razafinjoelina et Siteny Randrianasoloniaiko ont été reprises régulièrement, renforçant le cadrage politique des problèmes sociaux. La hausse de la caution pour les sénatoriales et la rumeur sur la modification constitutionnelle ont-elles aussi alimenté les articles d'analyse sur la manipulation institutionnelle et la dissuasion des petites formations politiques.

Axe principal	Nature du traitement	Exemples de médias
Crise sociale et économique	-Reportages sur les délestages ; -Analyses sur la hausse du coût de la vie ; -Analyse sur les priorités d'investissement contestées.	<i>L'Express de Madagascar, Real TV</i>
Mobilisation citoyenne et répression	-Mise en avant de la jeunesse. -Arrestations ciblées ; -Discours sur les libertés civiles.	<i>MBS, IBC, Kolo TV</i>
Réponses et légitimation gouvernementales	-Messages de maintien de l'ordre ; -Communication officielle ; -Justification des restrictions.	<i>TVM, Taratra, Viva, L'Express de Madagascar</i>

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache.



+261 34 04 273 18



Près Lot VS 124
Miandrarivo Ambanidia



www.ilontsera.mg



ILONTSERA

Media Matters Madagascar

Observatoire des Médias et de la Communication

Ivompandalinana ny tontolon'ny serasera marolafika eto Madagasikara

MERCI